



Ces deux personnalités s'affrontent de façon épistolaire depuis la condamnation à vie de Ayuk Tabe, et neuf autres leaders du mouvement separatiste.

Le député du Social democratic front (SDF), Joshua Osih, est de ceux qui ont violemment fustigé le verdict rendu par le tribunal militaire à l'encontre d'Ayuk Tabe et Cie. « **Cette condamnation est une faute politique de Yaoundé dans le contexte actuel de crise qui nécessite un dialogue national inclusif dans les plus brefs délais** », avait déclaré le premier vice-président du SDF.

Une déclaration très mal appréciée par Grégoire Owona. Dans une réplique, le ministre du travail et de la sécurité sociale, par ailleurs secrétaire général adjoint du comité central du parti au pouvoir le RDPC, va soutenir que la justice à « **fait son travail, et rien que son travail** », . Bien plus, l'homme politique va accuser au passage le cadre du parti de Ni John Fru Ndi de vouloir embraser une situation sociale déjà très tendue.

Suffisant encore pour provoquer une autre sortie du parlementaire. « **Il est connu de tous, sauf pour les esprits potentiellement irrationnels, que le véritable responsable de l'enlisement de cette crise est votre "créateur" M. Paul Biya. Et c'est à lui seul que vous auriez dû vous adresser. Pas à quelqu'un d'autre** », va-t-il mentionner.

237 actu vous livre l'intégralité de cette nouvelle sortie de Joshua Osih À M.

Grégoire OWONA.

J'ai lu votre intervention publiée dans les réseaux sociaux, relativement à ma réaction sur la condamnation de Sisiku Ayuk Tabe et autres. Y faisant référence, vous posez un certain nombre de questions notamment : "avez-vous pensé à notre économie et à tous ces travailleurs dont les entreprises sont fermées et qui ont été licenciés ?", "que dites-vous à tous ceux qui ont connu le deuil, qui ont connu les pires atrocités ?".

Le seul mérite de ces interrogations est que vous posez des questions pertinentes, malheureusement sur le tard et surtout en vous trompant manifestement de destinataire. Je suis une victime, comme beaucoup de camerounais, de cette guerre civile et je sais de quoi je parle. Il est connu de tous, sauf pour les esprits potentiellement irrationnels, que le véritable responsable de l'enlisement de cette crise est votre "créateur" M. Paul Biya. Et c'est à lui seul que vous auriez dû vous adresser. Pas à quelqu'un d'autre. Il est constant que s'il était descendu de son piédestal et avait anticipé sur cette crise, nous n'en serions pas là.

Le bilan effroyable enregistré jusqu'ici et qui est connu de tous fait partie de sa gestion catastrophique à la tête de l'État. Gérer c'est prévoir et le dialogue inclusif tant réclamé par le SDF, d'autres partis politiques ainsi que la société civile et le clergé, aurait dû être organisé dès le déclenchement de cette crise. Le malheur de notre pays est justement l'absence de leadership au sommet de l'État. Le pouvoir absolu, rien que le pouvoir absolu et sans partage, telle est la devise de ce régime.

Comme si cela ne suffisait pas, vous semblez vous satisfaire dans votre intervention laborieuse de la décision de justice militaire en proclamant que " la justice à mon humble avis a fait son travail". Vous parlez évidemment de "votre" justice. Celle qui vous est inféodée. Pas la justice de la République du Cameroun. Oui, "votre" justice a fait "votre" travail sur la base d'une feuille de route contenue dans votre agenda caché relativement à cette crise anglophone. Celui d'acter une partie de votre agenda caché qui consiste entre autres à perpétuer à tout prix et à tous les prix la discrimination dont font l'objet nos compatriotes anglophones. Sinon, comment expliquer la composition du collège des juges et la présence d'interprètes anglais/français dans un tribunal d'un pays bilingue ?

Comment comprendre qu'après trois années de guerre, vous refusez obstinément de créer les conditions propices d'un retour normal à l'école en septembre prochain. Comment expliquer qu'après 20 mois de présence a la barre, il a subitement fallu bâcler ce procès à quelques jours de la rentrée scolaire que tout le monde qualifie comme étant celle de tous les dangers ? Oui, je persiste et signe qu'il s'est agi d'un simulacre de justice. Oui, il s'est agi d'une grosse farce. Devrais-je vous rappeler certaines dispositions contenues dans les Principes et directives de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples notamment celles qui stipulent en son point L-a que "les tribunaux militaires ont pour seul objet de connaître des infractions de nature purement militaires commises par les militaires" et en son point L-c que "les tribunaux militaires ne peuvent, en aucune circonstance, juger des civils"? Oui, il s'est agi d'un simulacre de justice, d'une grosse farce. Quand sur la forme, un procès ne respecte pas les canons ou principes établis de la légalité et de la juridicité, tout le reste est faux, faussé et nul. Avez-vous

respecté ces dispositions supra nationales qui de toute évidence l'emportent sur les lois nationales en vertu du sacro-saint principe de la hiérarchie des normes juridiques ? Le Cameroun qui a pourtant ratifié la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples le 20 juin 1989 avait l'obligation d'intégrer ces Principes et directives dans ses lois nationales en vertu de l'article 45-c de ladite Charte. Vous avez refusé de le faire depuis novembre 2017, soit un an après le déclenchement de cette crise, pour assouvir votre agenda caché.

Retenez simplement une chose et transmettez-le à celui qui aurait dû être le véritable destinataire de votre pamphlet : on n'éteint pas le feu avec du feu quand de surcroît on est le pyromane en chef.

1. Paul Biya portera sur sa conscience le bilan catastrophique de cette crise dans les deux régions du nord-ouest et du sud-ouest et la mémoire collective le tiendra pour principal responsable de ce désastre humanitaire, social et économique devant l'Histoire de notre cher pays.

Pour finir, il est évident que votre régime en fin de règne est totalement dépassé par cette grave crise qu'il a lui-même créée. C'est la raison pour laquelle je vous réitère dans la résolution finale de cette crise qui n'a que trop duré, l'offre de nos bons offices sans contrepartie, maintes fois proposée à votre haute hiérarchie et restée lettre morte.

Plutôt que d'être déçu par les positions républicaines, il serait bien évidemment temps de s'attrister aussi du sort de nos compatriotes survivants dans les deux régions anglophones. Depuis 48h, Bamenda se vide. Buea se vide. Pratiquement toutes les localités de ces deux régions se vident. Les populations s'empressent pour rejoindre les villes de la partie francophone.

Elles ont pris d'assaut les agences de voyages pour fuir les 20 jours de villes mortes qui s'annoncent rudes après le verdict rendu par "votre" justice. Pourtant un simple dialogue aurait pu nous éviter tout ce supplice. Je condamne la sécession, je condamne la violence, je condamne la guerre et je condamne surtout l'absence de justice qui nourrit la sécession, la violence et la guerre. À transmettre vivement à celui qui aurait dû être le véritable destinataire de votre post